

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

La grève des mineurs de ZWARTBERG pages spéciales	I à I2
FRANCE- L'expérience des travail- leurs. Actions syndicales Actions ouvrières	p.I p.4
La condition ouvrière dans la SIDERURGIE LORRAINE	p.7
L'expérience d'un JEUNE MILITANT	p.II
LLAISONS	p.I3
PUBLICATIONS	p.I4

LE NUMÉRO

mensuel

0.50 francs

NUMERO 47

MARS 1966

la grève des mineurs

de

ZWARTBERG

Ce texte a été rédigé à partir:

- d'informations recueillies dans des journaux locaux, directement auprès de mineurs de Zwartberg et auprès de cadres syndicaux du Limbourg par des camarades hollandais (communistes de Conseil) et français (I.C.O.)
- de discussions avec des camarades belges publiant "La Voix Ouvrière" (bulletin de l'usine Cokerill-Ongrée, près de Liège qui n'a rien de commun avec Voix Ouvrière (France) et les bulletins du même nom).

LA SITUATION EN BELGIQUE/

La crise belge actuelle est à rapprocher de celle de la France des années 58. L'évolution du capitalisme fait craquer les vieilles structures économiques, sociales et politiques. Les travailleurs sont souvent mis directement en cause par ces transformations (nouvelles techniques, fermetures d'usines, déplacements, etc.): ils y résistent, tant bien que mal, à la fois pour préserver leurs conditions présentes de vie, et leur dignité d'hommes, mais aussi par attachement à ce que la société d'exploitation a fait de leur vie, à des années de labeur obscur, de routines et d'habitudes. Dans la mesure où ces luttes restent isolées et limitées, elles n'aboutissent qu'à des aménagements tendant à éliminer en douceur ces obstacles - et d'autres obstacles semblables - à l'évolution. Le résultat en est que, même si ces luttes échappent aux appareils politiques et syndicaux, ces mêmes appareils en retirent tout le profit et conservent, et accroissent, leur pouvoir dans de nouvelles structures au sein de la société capitaliste moderne.

En Belgique, les syndicaux sont sociaux-démocrates (F.G.T.B.) et catholiques (C.S.C.), liés étroitement aux deux grands partis: parti socialiste belge (P.S.B.) et parti social chrétien (P.S.C.). Un "petit" parti libéral fait parfois l'arbitre et soutient un syndicat libéral fantôme. Cette situation est celle des pays industrialisés: Allemagne, Pays-Bas, Angleterre, U.S.A.

Les syndicats, filiales des partis dominant plus strictement qu'en France, toute la vie des travailleurs: caisses de chômage, de grève et d'assurances sociales, coopératives, bistrots, distribution de primes, tout est entre les mains des puissantes bureaucraties syndicales.

P.S.C. et P.S.B. se partagent le pouvoir politique, parti de rechange quand l'autre est au pouvoir, unité nationale quand la classe dominante doit mater l'ennemi commun: la classe ouvrière. C.S.C. et F.G.T.B. sont des soutiens du capitalisme plus efficaces qu'en France et peuvent manoeuvrer plus largement. Des procédures obligatoires d'arbitrage, des commissions paritaires fixant en cas de grève les "besoins vitaux", c'est-à-dire les travailleurs qui seront "requis" de travailler; tout est prévu pour encadrer les luttes. Mais encore aujourd'hui le capitalisme belge pratique la recherche brutale du profit, sans y mettre de formes comme dans d'autres pays d'Europe. Tout ceci explique que les luttes en Belgique prennent souvent une forme violente. Pour rompre la grève, syndicats et partis doivent jouer le grand jeu politique: la question royale autrefois, les rationalismes flamand et wallon aujourd'hui. Comme

La G.S.C. est majoritaire en Flandre et la F.G.T.B. en Wallonie, c'est du gâteau. La grève de 60 qui unissait travailleurs flamands et wallons contre leur exploiteur commun, le capitalisme, fut brisée par l'utilisation du nationalisme.

Aux usines sidérurgiques de Cockerill-Ougrée (18.000 ouvriers), le bastion ouvrier de Liège, à un meeting d'A. Renard, leader wallon F.G.T.B. et P.S.B. on vit déboucher des drapeaux wallons alors que ce mouvement nationaliste relevait du folklore. L'appui des chefs syndicaux wallons (qui cherchaient une porte de sortie hormis l'apreuve de force à éviter à tout prix) donnait ainsi force et publicité au nationalisme wallon. Habilement exploitée cette levée de drapeaux sema l'indécision chez les travailleurs flamands qui reprirent le travail. La grève générale était brisée l'état et le capitalisme belge sauvés: c'était l'essentiel. Depuis, il n'est pas de lutte sociale en Belgique que l'on ne tente de faire dévier pour raviver cette division. Pour la propagande syndicale et politique "socialiste" (P.S.B.) la Wallonie est "abandonnée" et la Flandre favorisée; les flamands sont présentés comme des moutons dociles et réactionnaires face aux wallons "socialistes" et turbulents.

Tous ces clichés sont faux: en Flandre, comme en Wallonie, comme en France, il y a des régions en essor, d'autres en déclin. A la recherche du profit maximum, le capitalisme déplace les usines et les hommes, en présentant ces transformations comme des "nécessités des techniques de production": ils ne sont nécessaires que pour la survie du capitalisme et du profit. Mais les clichés ont la vie dure: Les propagandes se chargent de perpétuer ce que les faits et l'expérience démentent chaque jour.

Encore à Zwartberg, les "socialistes" du P.S.B. et de la F.G.T.B. expliquent tout, avec un luxe de détails, par l'action "d'extrémistes flamands". C'est l'explication reprise par la presse française. Pour tous, il est impensable que la grève puisse être le fait des travailleurs seuls; il y faut le mot d'ordre et l'action d'une organisation (parti ou syndicat) ou bien la main de meneurq, de "provocateurs". Dans cette pensée que seules des "élites" peuvent diriger les "masses", ils rejoignent les dirigeants. Pour le P.S.B. présenter le conflit de Zwartberg comme l'oeuvre de nationalistes, c'est reprendre la monnaie de 1960, c'est isoler les flamands des wallons, empêcher toute solidarité des autres bassins houillers essentiellement wallons de Charleroi et de Mons, c'est isoler la grève. Et c'est d'autant plus dérisoire que la moitié des ouvriers, ou presque, sont des étrangers.

Zwartberg, c'est l'histoire "toute simple" d'une fermeture de mine. Decazeville, Trieux, les chantiers navals, d'autres noms jalonnent ces "fermetures de mines ou d'usines non rentables". C'est la révolte des hommes contre leur utilisation par le capitalisme au gré des prétendues nécessités techniques. Là où le capitalisme avait besoin d'eux, il les a fait venir: ils ont développé autant qu'ils ont pu leur pauvre vie - et celle des mineurs est dure parmi tant d'autres-. Et du jour au lendemain, on les "libère" comme inutiles, en les invitant à aller se faire parquer ailleurs, à l'autre bout de la Belgique ou de l'Europe, brisant tous les liens qu'ils ont pu tisser et qui les aidaient à réaliser un peu de leur vie d'homme. Mais à Zwartberg, les choses ont pris une autre dimension qu'en France, parce que capitalisme, syndicats, partis, n'ont pas les masques dont ils peuvent se parer ici.

POURQUOI FERME-T-ON LA MINE DE ZWARTBERG? /

Elle appartient au trust sidérurgique Cockerill-Ougrée, filiale de groupes bancaires qui dominent la Belgique (Société Générale de Belgique, Cofindus). Pour ce trust, fermer une mine, c'est changer de fournisseur de charbon comme nous on change d'épicier. C'est pourtant une mine très moderne: ça se voit tout de suite et les mineurs le confirment. Le charbon extrait ne serait pas de la meilleure qualité

contrairement aux deux autres puits proches d'autres sociétés (Winterslag et Watershei) qui restent en activité (provisoirement peut-être). Quelles sont les véritables raisons: comme toujours, dans une société d'exploitation, les véritables motifs des décisions ne sont jamais donnés; cela fait partie de l'autorité des dirigeants. C'est pour cela que les plans avancés par d'autres dirigeants - ingénieurs ou partis- paraissent si dérisoires: déplacer le périmètre de la mine disent les ingénieurs, faire un plan, dit le P.S.B., arrêter les importations de charbon américain disent les nationalistes d'extrême-gauche. Bureaucrates, cadres, politiciens, parlent beaucoup de ce qu'on pourrait faire, mais ne bougent pas. Les mineurs ne se paient pas de mots: ils entrent en lutte, ils essaient d'étendre leur lutte et quand, par la force et les manoeuvres, cette lutte est isolée, alors ils reprennent le travail. Jusqu'à la prochaine bataille. Ils n'ont pas de solution pour aménager leur condition d'exploités.

LES TRAVAILLEURS DU LIMBOURG /

Ce sont des travailleurs comme partout, mais avec quelques particularités. Dans les mines, près de 60% de flamands qui subissent ici plus qu'ailleurs le poids du catholicisme: églises, calvaires, vierges, écoles, coopératives. La même présence que les socialistes dans le Borinage. "le syndicat et l'épiscopat sont les deux forces". 40% des mineurs sont des étrangers: marocains, turcs, grecs... Il leur faut plus de courage pour revendiquer et se battre.

Beaucoup de mineurs ne sont pas organisés. Mais les syndicats tiennent les mineurs par les caisses d'assurance, par les distributions de primes: si l'on a une famille il faut souvent y passer.

A Zwartberg, la direction payait plus qu'à Winterslag ou Watershei: 375 frs belges par jour (3750 anciens francs) (contre 325 à Winterslag) pour 8h1/4 pendant 5 jours et une pause de 20 minutes. C'était la politique de productivité: hauts salaires, meilleurs rendements. Presque tous les mineurs sont logés par la mine, loyers réduits jusqu'à ces dernières années. Au cours des derniers mois, la mine a proposé la vente à tempérament: beaucoup ont saisi l'occasion d'avoir "leur" maison. Endettés devant la mine fermée? La direction liquidait-elle déjà la mine tout en rassurant les mineurs? Pourquoi auraient-ils été inquiets: les trois mines, véritables forteresses ont des équipements ultra-modernes; en septembre encore, en embauchait à Zwartberg des ouvriers étrangers.

L'ECONOMIE DU LIMBOURG /

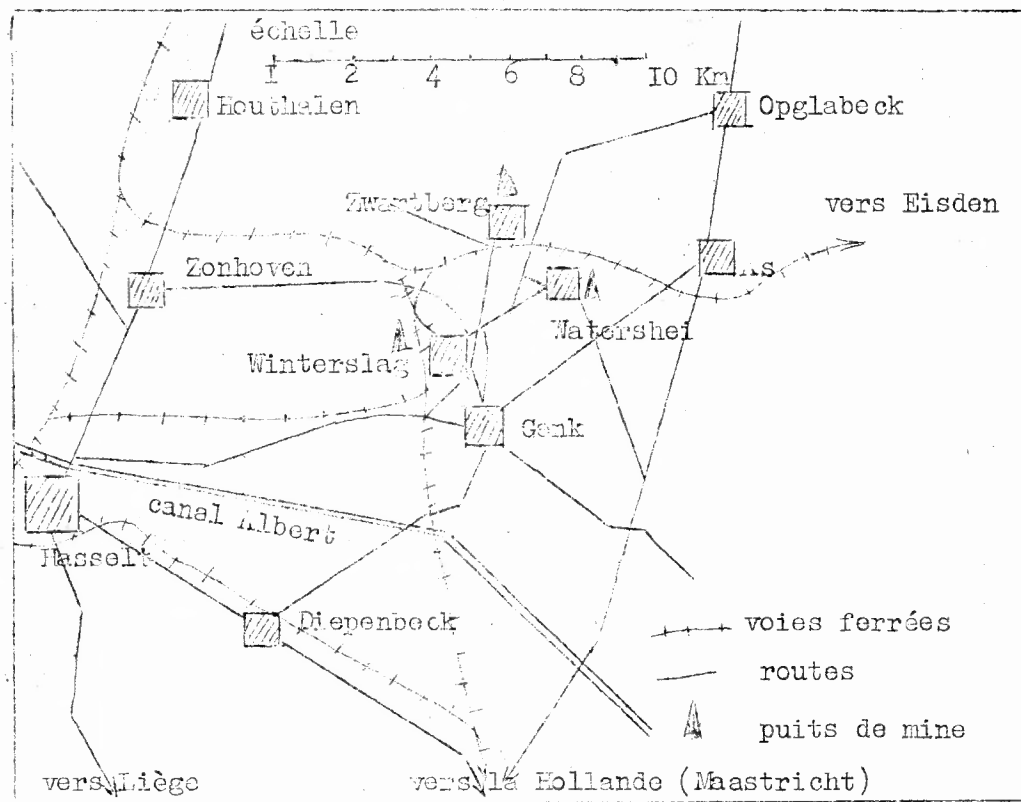
C'est un pays pauvre en dehors des mines: des landes et des forêts; de plus, c'est une classe ouvrière entièrement prolétarisée; dans les cités, autour des habitations, il n'y a même pas les traditionnels jardins ouvriers que l'on voit encore dans beaucoup d'endroits en France.

Dans un rayon de 30 à 40 km tout ne vit que de la mine. La seule usine importante est l'usine Ford de Genk qui a fait son plein (2000 ouvriers) et ne s'étendra pas. Des puits ont déjà été fermés il y a deux ans (Houthalen à 15 km).

Genk compte 55.000 habitants et 15.000 foyers vivent des trois mines proches. Zwartberg, Watershei, Winterslag. Autour des mines se sont agglomérées les habitations de mineurs (des pavillons récents qui n'ont rien des coronas tristes du Nord de la France, mais aussi des baraquements pour ouvriers étrangers), des commerçants, des bistrotts. Tout le monde vit de la mine. Entre ces trois puits, distants de 4 à 5 km des bois, des landes, des marais, quelques cités minières nouvelles essaimées, des voies ferrées, des routes.

Les jeunes, pour la plupart, doivent quitter la région : l'école des mines de Hasselt ne forme plus de mineurs, c'est une école technique. Cependant, quatre centres de formation de mineurs fonctionnent encore dans le Limbourg.

Pour comprendre le déroulement de la grève, il faut bien regarder cette carte sommaire de la région de Genk.



COMMENT LA GREVE A ÉCLATÉ /

Un bonze régional F.C.T.B. d'Hasselt, capitale du Limbourg, nous dira que la fermeture de la mine de Zwartberg était connue depuis six mois.

Un bonze local F.C.T.B. de Genk nous dira qu'il le savait depuis quelques semaines. Des mineurs de Zwartberg nous diront qu'à Noël on avait annoncé que la mine serait fermée, mais c'était en principe, tout restait dans le vague.

Jusqu'à fin janvier, personne n'a bougé. Pour les syndicats, c'était un fait acquis; pour les mineurs, c'était de l'abstrait, on avait le temps de voir, d'autant plus que ni la direction, ni les syndicats n'en parlaient.

Quand les lettres de licenciement sont arrivées pour 165 mineurs et 26 ingénieurs, tout a changé; tout devenait terriblement concret et chacun pouvait voir ce que cela impliquait pour sa vie, pour sa famille. Dès que ces lettres signées du directeur-gérant et du chef comptable sont remises, la grève commence. Elle est déclenchée par les mineurs seuls et immédiatement. La mine de Zwartberg compte 4500 travailleurs: mineurs, surface, employés, ingénieurs: la grève les groupe tous, sans exception.

Le jeudi 27 janvier l'équipe du matin descend à 6h mais ne travaille pas: 1040 mineurs occupent la mine.

LA LUTTE DE CLASSE vue par un patron de bistrot:

" Avant, tout se passait bien, le mineur gagnait bien sa vie, il vivait, il s'amusaît, chaque dimanche c'était plein ici.

Le jour de Noël où on a annoncé la fermeture, personne, tout était vide; ils sont restés chez eux à discuter. Et maintenant toutes ces bagarres. On ne sait plus où on va. On a changé la "moralité".

COMMENT LA GREVE EST ORGANISEE /

Les syndicats ne participent pas à la grève. Ils sont résolument contre. Le bureaucrate syndical local FGTB-Mines nous dira d'abord qu'il est contre l'occupation de la mine parce que "c'est dangereux pour la santé des hommes" (sic). Puis ensuite que la grève favorise les patrons car il y a un mois de stock sur le carreau des mines au lieu d'une semaine, et que, dans ces conditions la grève n'est pas "l'attitude de quelqu'un qui pense de façon socialiste" (sic).

Ce qui est clair, c'est que dès le début de l'occupation de la mine de Zwartberg, les syndicats agissent: ils prennent des mesures pour que le travail continue aux deux puits voisins Winterslag et Watershei.

Tout ceci est important car cela va dominer tout le cours de cette lutte: les mineurs vont prendre en mains leur lutte et tenter de l'étendre, les syndicats vont tout faire pour y mettre fin sur le plan "diplomatique" pendant que la gendarmerie et les paras s'y emploient sur le terrain.

Dès le 27, premier jour de la grève, un comité de grève est formé: 6 membres se proposent, 2 mineurs de fond, 2 ouvriers de surface, 2 ingénieurs. Il est accepté par tous. Il tente d'engager des pourparlers non pour mettre fin à la grève, mais pour obtenir des garanties de non-licenciement, de emploi, le maintien de ce qu'ils ont maintenant; ce ne sont pas des révolutionnaires: ils proposent simplement de discuter de leur condition et rien d'autre.

Le comité de grève ne définit pas une tactique de lutte: la grève sur le tas, ils voudraient simplement qu'elle touche les trois mines pour qu'elle marque. C'est l'intervention de la gendarmerie qui va provoquer les incidents et donner des allures de révolte au mouvement. C'est même spontanément, au cours de la lutte que s'organise la tactique; les mineurs ont compris, sans que personne leur fasse de discours que leurs atouts maîtres étaient:

- assurer la relève de l'occupation au fond à Zwartberg
- assurer les liaisons avec les deux autres mines.

Les dirigeants aussi l'ont compris: la "force publique" s'emploiera à empêcher relève et liaisons. Quant aux syndicats, ils s'emploient à détruire l'influence du comité de grève par des pourparlers au sommet. Quand les mineurs de Zwartberg auront perdu par la force et par les manoeuvres syndicales tous leurs atouts, ils continueront à soutenir leur comité de grève pour que celui-ci soit représenté pour l'application de l'accord syndicats-gouvernement qui a mis fin à la grève: ils trouveront le veto absolu des syndicats.

Quant au ravitaillement des mineurs qui sont descendus à tour de rôle pendant 8 jours (entre 500 et 1000) au fond de la mine, ce sont les commerçants de Zwartberg qui l'ont assuré bénévolement. Ce qui a permis à un bonze régional FGTB de Hasselt de nous dire que c'étaient les commerçants qui avaient fait débiter la grève. Mais il ajoutera tout de suite: " les choses se sont développées de telle façon

que nous n'avions plus les affaires en mains ".

LE DÉROULEMENT DE LA GRÈVE /

Relève des puits occupés, extension aux deux autres puits, manoeuvres syndicales, tels sont les points dominants de chaque jour de lutte.

- Jeudi 27 janvier: 191 licenciements à Zwartberg: 1040 mineurs de l'équipe de 6h occupent le fond. Le poste de 12h (900 mineurs) en habit de travail occupe les bureaux quelques heures, des lettres de licenciement sont brûlées. Les employés de la mine se joignent à la grève. A 22h, le poste du matin refuse toujours de remonter; les petits commerçants de Zwartberg leur font passer du ravitaillement. La direction a voulu tenir à 14h30 un conseil de délégués de la mine mais les grévistes ont refusé d'y assister.

A Hasselt, capitale du Limbourg réunion de contact entre délégués syndicaux FGFB et CSC et les organismes économiques de la province: petits commerçants paysans, fédération patronale catholique du Limbourg, chambre de commerce, association de négociants.. tous les ennemis de classe réunis.

Le soir à Bruxelles, le ministre des affaires économiques reçoit une délégation CSC, FGFB, libéraux des mines: pourparlers très secrets.

- Vendredi 28 janvier: Les mineurs ont compris que si l'équipe au fond remontait, personne ne redescendrait ensuite et que la grève serait finie. Un autre poste se prépare à descendre d'abord, les grévistes monteront ensuite. Le directeur de la mine refuse. Tout le carreau de la mine et les bureaux sont envahis vers midi par les mineurs, les femmes, les enfants. C'est un chaos complet dans tous les bâtiments. 10 mineurs forcent la porte du directeur, l'arrachent de son siège et le traînent au pied de la cage: il donne enfin l'ordre de descente.

La relève de la grève est faite: le soir 877 mineurs sont au fond, 420 à l'étage 840, 457 à l'étage 1010. Les commerçants de Hoevezavel- proche de la mine- fournissent le ravitaillement: 10 estafettes, 30 personnes pourvoient à la collecte et au transport. De Genk viennent des couvertures. Malgré l'air qui devient irrespirable, ils décident de rester au fond; la gendarmerie est apparue dans l'après-midi après la relève de midi et encercle maintenant la mine. Des incidents ont commencé à se produire à l'entrée dès 13h. Le concierge essayait de fermer la porte, les mineurs la forcent. Trois camions chargés de pierres passent devant la mine; ils sont stoppés et doivent déverser leur chargement sur la chaussée (l'entrée de la mine de Zwartberg est située au carrefour d'une route qui longe la mine et d'une autre qui va droit vers Genk). Ce carrefour est bloqué. La police dévie la circulation. Les mineurs s'emparent d'une voiture haut-parleur stationnée dans la mine et un jeune gréviste s'adresse à la foule des mineurs rassemblés à l'entrée. Il s'en prend aux délégués syndicaux restés dans les bâtiments alors que leur place devrait être dehors. Son intervention provoque l'action: les grévistes entrent dans les bâtiments et en sortent les délégués.

- Samedi 29 janvier: la grève au fond continue.

Vers 11h, des centaines d'enfants de Zwartberg, instituteurs en tête, manifestent devant la mine. Même le curé est là qui prend la parole pour dire qu'il est impossible de fermer la mine (ce qu'il répètera au prêche du dimanche).

L'après-midi, alors que l'agitation continue à l'entrée de la mine des nationalistes de l'Union Flamande prennent le prétexte de la grève pour manifester à Hasselt (à 15 km de là). Les autorités (flamandes) trouvent que c'est prématuré; la manifestation a lieu quand même et est stoppée au pont sur le canal Albert à la sortie de la ville. Les bagarres avec la gendarmerie durent jusqu'à 18h. Vers 23h les mineurs en grève et leur famille se présentent à l'entrée de la mine. La police municipale laisse passer et la foule envahit à nouveau les bâtiments.

2/10

- dimanche 30 janvier : le matin, il est annoncé à la suite d'une réunion à la direction des charbonnages à Bruxelles, entre syndicats et patrons, que les licenciements sont reportés, que les mineurs peuvent demander leur déplacement immédiat dans une autre mine, que la retraite est acquise à 60 ans, que le salaire de Zwartberg sera garanti pendant un an. En même temps, les syndicats FGTB et CSC lancent un mot d'ordre de reprise du travail. " Une des raisons pour les syndicats de ce mot d'ordre est que l'action syndicale est contrée par l'action autonome des mineurs " (déclaration dans un journal local). Dimanche après-midi la situation paraît confuse à cause de deux manifestations indépendantes l'une de l'autre, mais qui se déroulent au même moment: l'une des mineurs devant la mine de Zwartberg, l'autre à 16km de là, à Genk, des nationalistes de l'Union Flamande. Entre les deux, la gendarmerie.

Les manifestants nationalistes (venus d'Anvers à Genk, à défaut de pouvoir aller à Mouscron) se groupent au marché central de Genk et précédés de tambours, se dirigent vers Winterslag. Rapidement sur la route, c'est la bagarre avec la gendarmerie: jets d'eau, bombes lacrymogènes dispersent les manifestants. Ceux-ci gagnent alors Zwartberg à travers bois.

Devant la mine, les mineurs sont aux prises avec les gendarmes. Ceux-ci à l'arrivée des nationalistes se trouvent pris entre deux feux. C'est la déroute des "forces de l'ordre". Les mineurs acceptèrent de laisser les gendarmes se retirer par la route, non sans laisser sur place jeeps et camions qui furent incendiés, 10 manifestants arrêtés furent libérés. L'arme des mineurs était le poteau de mine, autant efficace contre les véhicules que contre les gendarmes. Alors que les voitures brûlaient des pompiers apparurent, "demi-tour immédiat, ou les voitures brûlent"; les papiers ne se le firent pas dire deux fois. Alors devant la mine, les arbres furent abattus les panneaux arrachés: des espèces de barricades protégeant ainsi l'entrée contre la venue d'assaillants.

C'est le seul moment de toute la grève où les nationalistes flamands se retrouvent avec les grévistes. Les mineurs, comme les bureaucrates syndicaux locaux nous diront que l'union flamande n'a joué aucun rôle dans la grève. Mais ce seul moment de contact dû au report à Genk d'une manifestation nationaliste qui devait se dérouler près de la frontière française, vont permettre à toute la presse de faire passer la grève sous les drapeaux du nationalisme. Quelle occasion inespérée d'éviter de parler de la lutte de classe.

- lundi 31 janvier: le mot d'ordre des syndicats reste lettre morte: les mineurs n'ont pas confiance dans les accords syndicaux. Et pour cause: il y en aura encore d'autres dans la semaine.

La grève continue, les mineurs se retrouvent seuls sans ambiguïté, comme la semaine écoulée. Le lundi matin à 6h, 300 mineurs redescendent au fond pour que remontent ceux qui y sont depuis vendredi après-midi.

Pour empêcher les transports charbonniers, la voie ferrée Hasselt-Eisden (qui passe à proximité de la mine et coupe la route Zwartberg-Genk), est bloquée. Dès huit heures, à hauteur du pont, des pierres sont entassées sur la voie, le téléphone et l'électricité sont coupés et mieux, les tuyaux d'évacuation des eaux de la mine sont coupés et déplacés: les voies sont submergées. Comme l'écrit le journal catholique du Limbourg " les événements débordent amplement les syndicats ". A 11h30 les mineurs sont de nouveau rassemblés à l'entrée de la mine. Plusieurs prennent la parole. Plusieurs voix en même temps disent que si toutes les mines étaient en grève les mineurs seraient plus forts. Et spontanément, le cortège s'ébranle vers Winterslag, distant de 4 km. A 300m de la forteresse qui est la mine de Winterslag les gendarmes barrent la route: bagarres, bombes lacrymogènes; acculés, ils tirent; le premier mineur tombe, grièvement blessé. Les manifestants sont dispersés, mais un commando d'une

dizaine d'entre eux à réussi à entrer dans l'usine: une chaîne de transport est coupée ainsi qu'un câble électrique de 500 Kw. Le travail est stoppé à Winterslag.

À 14h, un deuxième cortège quitte Zwartberg pour Winterslag: la mine est entourée par la gendarmerie. Une délégation peut passer: elle rapporte la nouvelle que le poste de 12h ne descendra pas sauf quelques ouvriers d'entretien. Ce sont des hurlements d'enthousiasme.

Alors, c'est le tour de Watershei: trois autres kilomètres. Derrière les murailles, la gendarmerie veille, en alerte. Un camion passe, chargé de bois de mines. En quelques secondes, chaque manifestant est armé et le camion vidé. Devant l'entrée une barrière s'élève, arbres coupés, rue décapée. Une délégation de quatre mineurs peut entrer, mais les présents sur le carreau de la mine refusent d'arrêter le travail. À ce moment, les événements tournent: c'est l'attaque, la gendarmerie est forcée de se retirer, poursuivie par les manifestants; en peu de temps, c'est une vraie bataille rangée; les bombes lacrymogènes, coups de fusils d'un côté, bois de mines de l'autre. Il y a un mort, un jeune hongrois naturalisé, Jan Lutos qui reçoit une balle au ventre; trois autres grévistes sont blessés grièvement par des balles. Les gendarmes réussissent à dégager les abords de la mine et pourchassent les manifestants dans les cafés, dans les habitations: c'est un vrai ratissage. À 22h, à nouveau, 700 mineurs partent de Zwartberg vers Watershei pour stopper l'entrée de la relève du poste de minuit. Des bagarres ont lieu devant la mine. Un ajusteur reçoit une grenade lacrymogène sur le front et succombe d'une fracture du crâne.

La direction générale de la mine de Zwartberg a accepté d'entamer des pourparlers avec le comité de grève dès le lundi matin; puis, l'après-midi, le comité se déplace à Hasselt pour discuter avec les autorités et les syndicats: confiants dans leur force, ses membres pensent que dans les 24 heures, leur mission sera remplie avec succès et qu'ils pourront abandonner leurs fonctions.

Les autorités syndicales et locales, elles, sont inquiètes; une réunion syndicale FGTB et CSC de Hasselt, ce même lundi après-midi cherche les moyens pour "rétablir l'ordre" (sic) avec le gouverneur de la province du Limbourg et le chef de cabinet du ministère de l'intérieur. Tous ensemble, ils publient un "appel au calme à la population du bassin" et les syndicats s'engagent à contacter tout de suite le gouvernement.

Mais si les syndicats se chargent de la diplomatie, la gendarmerie se renforce: le lundi soir quelques centaines de gardes mobiles venant d'Anvers avec moto-pompes, blindés, camions, prennent position dans les mines.

- mardi 1^{er} février: dans l'hostilité générale, les gendarmes patrouillent continuellement dans le bassin. C'est l'état de siège. D'autres renforts arrivent. Des paras belges s'installent à tous les points stratégiques. C'est un jour sombre. Les piquets de grève sont à leur poste. Les mines sont désertes. Autour de Winterslag et de Watershei les routes ont été coupées dans la nuit; mais dès le matin, elles sont remises en état. Sauf devant Zwartberg, la place forte de la grève: de nouveaux arbres sont abattus. De l'huile répandue et enflammée, des vieux pneus forment des rideaux de feu infranchissables. De nouveau, 100 mineurs descendent au fond. À Winterslag, toute activité est interrompue. À Watershei, c'est le travail au ralenti: tout un poste ne s'est pas présenté. Dans la soirée, il y a de nouveau des bagarres autour de Winterslag.

Des manifestations de solidarité ont lieu en Belgique, les plus importantes à Hasselt, capitale du Limbourg et à Seraing, banlieue industrielle de Liège, c'est-à-dire aussi bien en Flandre, qu'en Wallonie.

À Hasselt, c'est un groupe de 600 jeunes étudiants qui toute la journée va se bagarrer avec la police municipale et la gendarmerie. Une bonne partie sont fils